



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 4/2020

(SEANCE PUBLIQUE)

**ÉTUDE DE DIAGNOSTIC, D'AMELIORATION, D'EXTENSION DE LA
SALLE INFORMATIQUE DE L'IRCAM ET DE LA MISE EN PLACE
D'UN SITE DE SECOURS**

Article 1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de diagnostic, d'amélioration, d'extension de la salle informatique de l'IRCAM et de la mise en place d'un site de secours pour le compte de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, considéré dans ce qui suit comme le Maître d'Ouvrage.

Article 2: DESCRIPTION DE LA MISSION

Dans le cadre de l'amélioration et la sécurisation de son Datacenter, l'IRCAM souhaite mettre à niveau sa salle machine actuelle et mettre en place un site de secours qui pourra prendre le relais si le site principal tombe en panne ou suite à un désastre, et ce selon les normes internationales suivies dans ce domaine.

Ce projet consiste à créer une infrastructure informatique et réseautique capable de supporter les usages récents et à venir : augmentation des usagers, haute disponibilité, hébergement en local ou en Cloud, mutualisation des ressources ...etc.

L'objectif visé est de migrer de la situation actuelle, marquée par un ensemble d'équipements réseaux, système et sécurité atteints d'obsolescence, vers une situation cible marquée par une nette orientation vers des produits standards du marché.

L'IRCAM souhaite, pour ce projet, appréhender en tant que projet « évolutif », particulièrement stratégique pour l'Institut, être accompagné dans l'amélioration et d'extension de la salle informatique et de la mise en place d'un site de secours.

L'IRCAM sera attentif aux profils proposés par les soumissionnaires pour la réalisation des prestations liées à cette assistance, lesquels requièrent bien entendu, des compétences spécifiques.

Le prestataire devra détailler et développer dans son offre la méthodologie qu'il entend adopter dans la réalisation de l'ensemble des prestations demandées, y compris les groupements éventuels et associations avec d'autres prestataires.

Par ailleurs, il devra initier ses interventions par une prise de connaissance de la mission ainsi qu'une bonne compréhension de son contexte, ses objectifs et ses résultats.

Article 3: MANDAT DU CONSULTANT

L'IRCAM souhaite se faire accompagner afin de créer une infrastructure informatique et réseautique capable de supporter les usages récents et à venir : augmentation des usagers, haute disponibilité, hébergement en local ou en cloud, mutualisation des ressources ...etc., et ce selon les normes internationales suivies dans ce domaine.

Le déroulement du projet sera scindé en deux phases.

PHASE 1 : DIAGNOSTIC, CONCEPTION et ELABORATION DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Cette phase est constituée de deux étapes :

Etape 1 : Diagnostic et Conception

Cette étape consiste à faire un état des lieux de l'ensemble des équipements réseaux, système et sécurité existants à l'IRCAM et à étudier l'extension de la salle informatique actuelle et la mise en place d'un site de secours selon les règles de l'art.

Le prestataire est tenu de :

- identifier les besoins en termes de renforcement des capacités : notamment stockage, haute disponibilité, les formations, etc. ;
- fournir une conception détaillée de l'architecture de la future salle informatique et du site de secours ;
- procéder selon une démarche à préciser dans la partie méthodologie, les éléments nécessaires pour satisfaire les besoins actuels et futurs de l'IRCAM ;
- présenter de façon détaillée les scénarios possibles avec leurs coûts.

Etape2 : Elaboration des Dossiers d'Appel d'Offres

Cette étape consiste en la rédaction des cahiers des charges d'amélioration et d'extension de la salle machine actuelle et la mise en place du site de secours, qui reprend l'ensemble des recommandations formulées dans l'étape 1.

PHASE 2 : CONTROLE ET SUIVI DES TRAVAUX

Cette phase consiste en :

- l'assistance au dépouillement des offres techniques et le contrôle des travaux durant l'amélioration et l'extension de la salle informatique actuelle et la mise en place du site de secours ;
- la participation aux réceptions provisoires et à leur contrôle ;
- la formulation des observations et réserves à communiquer aux prestataires.

Au cas où la présence du consultant serait souhaitable jusqu'à la réception définitive de la solution, un avenant sera conclu pour cette prestation supplémentaire.

Article 4: CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES

Le prestataire doit accomplir sa mission selon les normes de la maîtrise d'ouvrages en produisant, par phase, les livrables suivants :

Phase1 :

Etape 1 :

- Une note de cadrage.
- Un rapport de diagnostic de toutes les composantes faisant partie de l'actif de l'IRCAM.
- Un rapport de conception de l'amélioration et de l'extension de la salle informatique actuelle et de la mise en place du site de secours.

Etape 2 :

- Dossier d'appel d'offres de l'amélioration et de l'extension de la salle informatique actuelle.
- Dossier d'appel d'offres de la mise en place du site de secours.

Phase 2 :

- Rapport d'évaluation des offres soumises pour le choix des prestataires à réaliser l'amélioration et de l'extension de la salle informatique actuelle et de la mise en place du site de secours.
- Des comptes rendus sur l'état d'avancement de l'amélioration et de l'extension de la salle informatique et de la mise en place d'un site de secours.
- Rapport sur les tests de validation du site de secours.

Des réunions d'initialisation du projet permettront d'organiser l'intervention du consultant, d'adapter et de valider la démarche de travail proposée, de présenter un plan de charge et un calendrier détaillé des différentes phases et étapes du projet.

Tout au long du projet, le prestataire sera responsable de la définition et de la mise en œuvre d'un plan de communication qui portera par cible, sur les différentes actions à mener, afin :

- de rendre compte de l'avancement du projet ;
- de préparer au changement, en détaillant plus particulièrement les impacts, les risques encourus et les bénéfices du projet.

Article 5: COMMUNICATION

Tout au long du projet, le prestataire sera responsable de la définition et de la mise en œuvre d'un plan de communication qui portera par cible, sur les différentes actions à mener, afin :

- de rendre compte de l'avancement du projet ;
- de préparer au changement, en détaillant plus particulièrement les impacts, les risques encourus et les bénéfices du projet.

Article 6: EQUIPE AFFECTEE A LA REALISATION DE LA MISSION

Le consultant doit employer un personnel dont la qualification, l'expérience et la durée d'intervention sont ceux que nécessite l'exécution des prestations demandées.

Les membres de l'équipe proposés au début du projet ne peuvent être remplacés par de nouveaux membres qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

Le prestataire ne pourra soumettre des demandes de paiements au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel.

Article 7: SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance ne peut avoir lieu que dans le cas où le prestataire ne dispose pas des compétences requises pour mener à bien l'assistance de certains aspects techniques du projet uniquement. Par ailleurs, le Maître d'ouvrage est seul habilité à accepter ou non cette sous-traitance sur la base d'un examen de ses références techniques et financières présentées.

En outre, le soumissionnaire supporte, seul, la responsabilité des conséquences, quelle qu'en soit la nature, d'une éventuelle récusation ou de l'utilisation de sous-traitants non acceptés par le Maître d'ouvrage.

Article 8: METHODOLOGIE ET PLANNING

Le soumissionnaire joindra une note détaillée de la méthodologie d'approche de la réalisation de sa mission ainsi qu'un planning d'exécution appuyé par un plan de charge qui feront partie intégrante du marché.

Article 9: DROIT DE PROPRIETE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit exclusif de disposer des produits de toute nature, réalisés pour son compte, par le prestataire, dans le cadre du présent Appel d'Offres.

Article 10: MODE DE PASSATION DU MARCHE

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix, en lot unique.

Article 11: VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après signature par les deux parties, approbation par le Recteur et notification de son approbation.

Article 12: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Font partie intégrante du présent marché, les pièces suivantes :

A. Les pièces contractuelles :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales, comprenant un bordereau des prix.

B. Textes généraux :

Le soumissionnaire reste soumis aux dispositions des textes généraux suivants :

1. Le règlement des marchés applicable à l'IRCAM ;
2. Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission

Article 13: RESPECT DES INSTRUCTIONS ET NORMES APPLICABLES EN MATIERE D'ASSISTANCE

La mission doit être menée dans le respect strict des dispositions, instructions et normes en vigueur, et tous autres documents régissant la profession. Toute reprise de travaux qui serait ordonnée par l'Institut en raison d'un manquement à cette prescription serait entièrement à la charge du soumissionnaire

Article 14: VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente et sa notification à l'attributaire du marché.

Article 15: NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

La notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de 75 jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Article 16: DELAI D'INTERVENTION ET PENALITES DE RETARD

Le délai d'exécution du marché issu de cet appel d'offres est fonction de l'avancement de l'exécution du marché relatif à l'étude de diagnostic, d'amélioration et d'extension de la salle informatique de l'IRCAM et la mise en place d'un site de secours.

Seul un délai de trois (03) mois pour la réalisation de la première phase, est arrêté.

Ce délai commence à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations.

Les pénalités de retard sur ledit délai sont fixées à un pour mille (1‰) par jour calendrier de retard.

Ces pénalités ne pourront toutefois pas dépasser un plafond de dix pour cent (10 %) du montant correspondant à cette première phase.

Les délais d'intervention sont arrêtés comme suit :

- Pour les interventions programmées, les délais d'intervention / réalisations sont ceux convenus entre les deux parties dans l'estimation des charges et planning de réalisation.
- Pour les interventions non programmées, le titulaire s'engage à intervenir au plus tard dans les quarante-huit heures suivant la demande du maître d'ouvrage.

Compte tenu de la nature de cette mission, aucune pénalité de retard ne sera appliquée à la 2^{ème} phase prévue dans ce marché.

Article 17: RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

La réception provisoire est prononcée à la réalisation des différentes étapes prévues à l'article 3 du présent CPS.

La réception définitive interviendra à la réception provisoire et à constatation de la mise en place de cette étude qui fera l'objet d'un appel d'offres ouvert à lancer dans le cadre de la présente mission.

Article 18: COORDINATION ET RECEPTION DES TRAVAUX

Un comité de pilotage sera désigné par l'IRCAM. Il sera chargé du suivi et de la coordination des travaux de cette mission. Ce comité est chargé :

- o de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la réalisation de la mission ;
- o d'assurer la coordination entre le prestataire et l'IRCAM ;
- o de lever les difficultés qui peuvent survenir au cours de l'exécution de cette mission ;
- o de superviser le travail du prestataire, donner son avis sur le déroulement des opérations et enfin participer à la réception provisoire et définitive des prestations.

A cet effet, des réunions seront programmées au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la mission. Le prestataire est tenu de transmettre au comité de pilotage des comptes rendus sur l'état d'avancement de sa mission.

Article 19: MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE

L'IRCAM mettra à la disposition du soumissionnaire toutes les informations et les renseignements disponibles nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le soumissionnaire aura le pouvoir d'investigation et de communication, en liaison avec sa mission. Il est tenu de respecter l'obligation de confidentialité pour tout document et information dont il aura à prendre connaissance au cours de sa mission.

Le soumissionnaire devra prévoir dans l'organisation de son intervention la tenue de différentes réunions de travail et de coordination pour le suivi des travaux et des conclusions présentées à l'issue des différentes phases d'intervention.

Article 20: RESPONSABILITE DU SOUMISSIONNAIRE

Le soumissionnaire est entièrement responsable de ses prestations, conformément aux usages de la profession, aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution non conforme ou incomplète de ses prestations.

Article 21: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le prestataire sauf consentement préalable donné par écrit de l'Institut, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le prestataire et son personnel sont assujettis à la protection du secret professionnel, les données recueillies au cours de l'exploitation des documents ou portées à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché ne doivent faire l'objet ni de consultation par des tiers, ni de communication à autrui pendant toute la durée du projet et après son achèvement.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'Institut et tous ses exemplaires seront retournés à l'Institut, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

Article 22: MODE ET MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués par l'IRCAM par virement bancaire au compte ouvert (RIB) au nom du soumissionnaire, mentionné dans son acte d'engagement, sur présentation des factures établies en cinq (5) exemplaires au nom de l'IRCAM approuvées conjointement par les parties ou par leurs représentants dûment mandatés à cet effet.

Les paiements sont effectués selon les phases retenues dans la mission :

Phase 1 : 70 %

Phase 2 : 30 %

Article 23: REPRESENTATION - DOMICILE

Les notifications de l'Institut à la société ou au groupement de sociétés seront valablement faites par lettre recommandée adressée à l'adresse indiquée dans la déclaration sur l'honneur déposée dans le cadre du présent appel d'offres.

Article 24: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché issu de cet appel d'offres, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Institut en exécution du présent marché sera opérée par les soins de l'Institut.
2. L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus au dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif aux nantissemements des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'Agent comptable de l'Institut, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du marché.

L'Institut délivrera au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire unique en copie conforme du marché.

Article 25: AJOURNEMENT ET ARRET DE LA MISSION D'ASSISTANCE

En cas d'ajournement de la mission d'assistance, objet de ce contrat, il sera fait application de l'article 27 du CCAG-EMO.

Dans le cas où pour une cause quelconque, l'Institut déciderait l'abandon total ou partiel, en cours des prestations d'assistance objets du marché, il ne serait dû aucune indemnité au prestataire et le marché serait résilié. Toutefois, le montant des honoraires dus au prestataire pour le travail effectué serait réglé

et déterminé sur la base des frais réellement engagés et dûment justifiés sans toutefois dépasser le montant des honoraires correspondant à l'étape considérée.

Si l'arrêt des prestations se produit par suite de résiliation due à un manquement du prestataire à ses obligations, les honoraires prévus seront ceux correspondants au dernier stade accepté par l'Institut.

Article 26: LE CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, DEFINITIF- RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à trois milles (3.000,00) dirhams.

Le cautionnement définitif est de 3% du montant du marché TTC. Il sera constitué dans les trente jours suivant la date de notification de l'approbation du marché. Aucune retenue de garantie ne sera appliquée à ce marché.

Article 27: FORME ET CARACTERES DES PRIX

Le marché est à prix unitaire forfaitaire. Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée du marché et s'entendent toutes taxes comprises et tous frais compris. Le soumissionnaire renonce expressément à toute révision de prix durant toute la durée du marché.

Toute garantie proposée par le soumissionnaire dans son offre et pour laquelle aucun prix n'est fourni, sera considérée comme incluse dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Article 28: FRAIS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE :

Les frais d'enregistrement et de timbre du marché issu du présent appel d'offres, sont à la charge du titulaire du marché.

Article 29: RESILIATION

Si le prestataire fait preuve d'une activité insuffisante, ou s'il ne se conforme pas aux clauses du présent marché, l'Institut le mettra en demeure de s'y conformer dans un délai de 15 (quinze) jours. Passé ce délai et si la cause de mise en demeure subsiste, le marché sera résilié sans indemnités par lettre recommandée.

Article 30: ASSURANCE

Conformément à la réglementation en vigueur, le soumissionnaire doit souscrire une police d'assurance couvrant les risques inhérents à l'objet de la mission qui lui est confiée, police qui doit être produite dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le personnel de la société soumissionnaire sera assuré par l'employeur en cas d'accident, décès ou dommage aux tiers lors de ses déplacements au Maroc.

Article 31: CONTESTATIONS ET LITIGES

Les contestations ayant trait à l'exécution du marché issu de cet appel d'offres et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, portées devant le tribunal administratif de Rabat.


Article 32: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° des prix	Désignations des prestations	Unité de mesure	Qté	Prix Unitaires (hors taxes)		Total HT
				En chiffres	En lettres	
1	Phase 1 : DIAGNOSTIC, CONCEPTION et ELABORATION DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	Ens	1			
2	Phase 2 : CONTROLE ET SUIVI DES TRAVAUX	Ens	1			

Prix HT en dirhams	
TVA en dirhams	
Prix total TTC en dirhams	

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de

.....
(en chiffres et en lettres, Dh, TTC).

<u>Le concurrent</u> (Lu et accepté)	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> Le 14/05/2020
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS